

Frédéric Chomé



1973

Naissance à Ixelles.

2002

Docteur en sciences physiques.

2003

Direction de la prévision énergétique d'Electrabel.

2004

Fondateur de la société Cogen-green. Micro-cogénération à l'huile végétale.

2006

Fondateur d'EnergyWatchers.

2007

Fondateur et directeur de Factor-X, consultance climatique.

2008

Charleroi, première ville belge à réaliser son bilan carbone.

© SYLVAIN PIRAUX

Grâce à ce physicien belge et à son bilan carbone, les JO de Londres, en 2012, et Charleroi seront très verts.

Christophe Schoune

A la vitesse de l'éclair, il trace des courbes dans son cahier d'exercice posé sur la table d'une chaîne de restauration rapide très nature. Le regard est rieur, le discours pragmatique, mais le physicien laisse volontiers bouillonner sa fibre verte. Alors, il

s'emporte sur les travers « criminels » de notre société de consommation avant d'en revenir à ses savants calculs. Energique et volubile, Frédéric Chomé incarne tour à tour l'optimisme de la volonté et la froideur de la lucidité face au défi des changements climatiques.

Ancien d'Electrabel, ce docteur en sciences a fait du réchauffement et de la mort annoncée des énergies fossiles son cheval de bataille. Sa nouvelle profession : « Après avoir été chercheur à l'Institut royal météorologique (IRM), j'ai travaillé pendant cinq ans chez Electrabel comme analyste des marchés. Je donnais en parallèle des conférences et le public me demandait des arguments pour agir au-delà des grands constats... »

Désormais consultant pour le secteur privé et diverses collectivités, Frédéric Chomé a intégré la méthode du bilan carbone de

l'Agence de l'énergie française (Ademe). La technique envisage l'ensemble des gaz à effet de serre émis sur le cycle de vie d'une activité. Muni de ce sésame, l'homme a décroché la première médaille d'or belge des Jeux olympiques de Londres de 2012 ! Le physicien a ni plus ni moins coiffé sur le poteau nonante concurrents pour décrocher l'appel d'offres relatif à la stratégie écologique des JO.

« Jusqu'à présent, les grands événements qui veulent calculer leur impact environnemental ont travaillé sur un périmètre souvent limité aux transports, note-t-il. Mon op-

tique est de considérer l'ensemble des émissions fossiles qui seront engendrées par les JO pendant les six ans de préparation... »

De la construction du stade, à celle du village olympique en passant par le choix de la nourriture servie et bien entendu les déplacements... rien ne devrait échapper au peigne vert de Frédéric Chomé : « Il n'est pas impossible que les voyages en avion soient interdits aux athlètes qui résident à moins de mille kilomètres ! Il s'agira de réduire au maximum l'impact des JO. C'est passionnant, car il faut anticiper une manière de penser qui sera dans l'ordre des choses en 2012. »

Des chiffres ? Ils sont encore top secret. Mais Frédéric Chomé rassure : le bilan carbone des JO représentera peu de chose au regard des émissions annuelles belges, par exemple. Une manière de le ramener sur le terrain de ses nouveaux défis. Celui de la ville de Charleroi, par exemple, première ville belge à s'être engagée sur la voie du bilan carbone...

Pour ce physicien, qui s'est également lancé dans le commerce du miscanthus, une plante pérenne à croissance rapide, science rime avec conscience. D'où la création d'Energy Watcher, une association qui veut inciter à des comportements responsables. « Chaque être humain a droit aujourd'hui à 1,8 tonne de CO₂, pour que la planète soit viable, assène-t-il. En 2050, ce plafond sera fixé à 1,2 tonne vu la croissance démographique. Or, la moyenne belge se situe à 14 tonnes ! Le chemin à parcourir est clair : il faut réduire de plus de 80 % notre empreinte... »

Bien entendu, il y a les Américains, les Chinois et le voisin d'à côté

qui polluent plus. Mais pour contrer la logique des doigts accusateurs, Chomé renvoie chaque acteur à ses responsabilités : « Le chauffage et le transport constituent par ordre de grandeur les deux priorités sur lesquelles l'action politique et citoyenne doit se focaliser dans notre pays pour diminuer nos émissions de gaz à effet de serre. Or, les gaspillages sont gigantesques et les normes insuffisantes. Plutôt que d'investir des millions dans le secteur éolien pour de maigres résultats, les pouvoirs publics devraient investir cet argent dans la rénovation des logements qui représentent près de la moitié de notre empreinte énergétique. Nous accusons un retard énorme... »

La route sera longue, difficile et le chemin peu évident à tracer :

« Il faut privilégier l'habitat groupé et pourquoi pas interdire les quatre façades, coûteuses pour la collectivité »

mais, concède-t-il, c'est le seul qui nous soit donné de suivre pour éviter le pire. « Aujourd'hui, l'énergie n'est pas encore assez chère pour mettre en action les citoyens, remarque-t-il. Une taxe sur le carbone émis changerait radicalement les choses. Et les investissements écologiques ne sont pas plus chers. Construire une maison passive est amorti en sept ans. Après, c'est du bonus sur la facture énergétique. De la même manière, il faut privilégier l'habitat groupé et pourquoi pas interdire les quatre façades, coûteuses pour la collectivité ! Il y a assez de travail sur le bâti existant. Arrêtons de croire au développement illimité : car ce qui nous pend au nez, c'est la fin du développement... » ■